

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS

Ce document est valable à partir du 31 décembre 2020

Certaines mesures complémentaires peuvent être prises localement en fonction de la situation épidémiologique.

TABLE DES MATIÈRES

GENERALITES.....	3
ECONOMIE	5
TRAVAIL.....	5
ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS QUI OFFRENT DES BIENS OU DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS (B2C).....	7
Biens aux consommateurs	9
Services aux consommateurs.....	11
ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS QUI OFFRENT DES BIENS OU DES SERVICES AUX PROFESSIONNELS (B2B).....	12
ACTIVITES AMBULANTES	12
HORECA.....	13
SOINS AUX ANIMAUX.....	14
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	15
SANTE.....	17
CONTAMINATION ET PROTECTION.....	17
UTILISATION DES DONNEES TELECOMS.....	19
ASSISTANCE AUX PERSONNES AGEES, EN SITUATION DE HANDICAP ET VULNERABLES.....	20
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	22
ENSEIGNEMENT & ACCUEIL DES ENFANTS	24
ACCUEIL DES ENFANTS.....	24
ENSEIGNEMENT	24
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	25
VIE PUBLIQUE.....	26
Contacts sociaux	28
Transports.....	28
Tourisme	30
Sports	30

Culture et Loisirs	32
Evènements	34
Manifestations	35
Feux d'artifices	35
Receptions et banquets	35
Jeunesse	35
Services Communaux, Services de culte et Cérémonies	36
Informations complémentaires	37
INTERNATIONAL.....	39
Général.....	39
Peut-on voyager ?	39
Les déplacements depuis la Belgique vers l'étranger.....	39
Les déplacements depuis l'étranger vers la Belgique.....	39
Quelles sont les mesures associées aux voyages ?.....	41
Mesures à prendre lorsque vous partez à l'étranger depuis la Belgique	41
Mesures à prendre lorsque vous revenez (de l'étranger) en Belgique	42
Le Formulaire de localisation du passager (PLF).....	43
Quels sont les voyageurs qui doivent aller en quarantaine et qui doivent se faire tester ?	44
Que faut-il entendre par "quarantaine" ?	46
Quid des personnes qui voyagent malgré tout à l'encontre des avis. Qu'en est-il de l'assurance voyage si ces personnes tombent malades en voyage ?	48
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	48

GENERALITES

Le Comité de concertation du 30 décembre 2020 a décidé de renforcer les règles applicables aux personnes entrant et sortant de notre pays. Ces durcissements ont pour objectif d'empêcher les voyageurs d'importer des infections et de prévenir la propagation éventuelle de la nouvelle variante de la Covid-19. L'évolution du nombre de cas confirmés est plus favorable chez nous qu'à l'étranger. À cela s'ajoutent des indications sérieuses d'une nouvelle variante de la Covid-19 nettement plus contagieuse, circulant au Royaume-Uni pour le moment.

Le respect des six règles d'or reste encore et toujours central. Pour rappel ces 6 règles d'or sont :

1. les mesures d'hygiène restent indispensables (par exemple se laver les mains, éternuer dans le pli du coude,...) ;
2. les activités en extérieur doivent être, dans la mesure du possible, privilégiées. Le cas échéant, la pièce doit être suffisamment ventilée ;
3. il est nécessaire de prendre des précautions supplémentaires avec les personnes à risque.
4. les distances de sécurité de 1,5 m sont d'application sauf pour les personnes vivant sous le même toit entre elles, pour les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre de contacts rapprochés durables, pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis entre eux et entre les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'une assistance d'autre part. Quand la distance de sécurité ne peut pas être respectée, il est nécessaire de porter un masque;
5. il est indispensable que chacun limite ses contacts rapprochés autant que possible. On entend par « contact rapproché » un contact de plus de 15 minutes, sans distance d'1,5 m et sans masque. A ce stade de l'épidémie, il est recommandé que chaque personne se limite à avoir des contacts rapprochés avec maximum 1 personne (excepté les personnes vivant sous le même toit) ;
6. les rassemblements sont limités à un maximum de 4 personnes (enfants jusqu'à l'âge de 12 accomplis non-compris) sauf les exceptions prévues dans l'arrêté Ministériel.

Ces six règles d'or sont des consignes et non des conseils, elles doivent donc être respectées par tout le monde.

1. Que signifie le déclenchement d'une phase fédérale pour les autorités locales ?

La phase fédérale signifie que les Gouverneurs et Bourgmestres sont tenus d'appliquer les mesures générales décidées.

Néanmoins, l'arrêté ministériel permet aux autorités locales compétentes de prendre des mesures complémentaires que la situation sanitaire impose et dans le respect des conditions suivantes :

1. Si les autorités locales compétentes décident de prendre des mesures préventives, elles le font en concertation avec les autorités compétentes des entités fédérées. Le bourgmestre se concerta avec le gouverneur en la matière.
2. Si le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une résurgence locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il le constate :
 - le bourgmestre ou le gouverneur doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation ;
 - le bourgmestre en informe immédiatement le gouverneur et les autorités compétentes des entités fédérées des mesures complémentaires adoptées au niveau communal ;

- Si les mesures envisagées ont un impact sur les moyens fédéraux ou ont un impact sur les communes limitrophes ou au niveau national, une concertation est requise conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 concernant la planification d'urgence locale.

Le bourgmestre assume l'organisation de la communication verbale et visuelle des mesures spécifiques prises sur le territoire de sa commune. L'autorité communale veille à une communication correcte tant pour les habitants que pour les visiteurs. Il est donc recommandé au citoyen de consulter les canaux de communication de la commune où il réside (ou projette de se rendre) afin de prendre connaissance des éventuelles mesures spécifiques d'application.

Le ministre de l'Intérieur donne les instructions relatives à la coordination.

2. Que se passe-t-il en cas de non-respect des mesures décidées?

Le respect des règles d'application est essentiel pour éviter une croissance continue de l'épidémie et afin d'éviter l'aggravation des mesures. C'est pourquoi il appartient à chacun de faire preuve de civisme et de prendre ses responsabilités.

En cas de non-respect des mesures (prévues par l'Arrêté Ministériel), des sanctions sont possibles, entre autres, sur base de l'article 187 de la loi sur la Sécurité Civile du 15 mai 2007.

Les autorités locales restent compétentes pour l'ordre public conformément à l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale, sans toutefois aller à l'encontre des mesures prises au niveau supérieur ou à l'encontre de l'esprit de ces mesures.

Les services de police effectueront des contrôles permanents afin de s'assurer du strict respect des mesures.

3. Les protocoles ou guides peuvent-ils déroger au nombre maximum de personnes autorisées à une activité?

Non, toutes les dispositions d'un protocole ou d'un guide qui sont moins rigoureuses que les règles énoncées dans l'arrêté ministériel ne sont pas appliquées.

ECONOMIE

TRAVAIL

Les principes généraux sont les suivants :

- Le télétravail à domicile est obligatoire dans tous les entreprises, associations et services pour tous les membres du personnel, sauf si c'est impossible en raison de la nature de la fonction, de la continuité de la gestion de l'entreprise, de ses activités ou de ses services.
- Lorsque le télétravail à domicile ne peut pas être appliqué, les entreprises, associations et services adoptent les mesures appropriées pour :
 - garantir le respect maximal des règles de distanciation sociale, en particulier le respect d'une distance d'1,5 m entre les personnes ;
 - à défaut de pouvoir garantir le respect des règles de distanciation sociale, offrir un niveau de protection au moins équivalent ;
 - l'employeur fournit aux membres du personnel qui ne peuvent pas faire du télétravail à domicile une attestation ou toute autre preuve confirmant la nécessité de leur présence sur le lieu de travail. Cela s'applique à tous les secteurs et entreprises. Cette attestation ou cette preuve peut consister en un document existant ou une carte existante (par exemple un badge) dont le membre du personnel est déjà en possession.
- Les team buildings en présentiels sont interdits.

L'application de ces principes est garantie au niveau de l'entreprise via l'adoption de mesures de prévention appropriées telles que celles définies dans le « guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail » disponible à l'adresse : https://emploi.belgique.be/sites/default/files/content/news/Guidegenerique_light.pdf , éventuellement complété par :

- des directives au niveau sectoriel ;
- et/ou des directives de l'entreprise ;

et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent. Les mesures collectives ont toujours priorité sur les mesures individuelles.

Par dérogation aux principes généraux :

Pour les commerces, entreprises, et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (voir annexe de l'arrêté ministériel):

- Le télétravail à domicile est obligatoire dans toutes ces entreprises et services pour tous les membres du personnel, sauf si c'est impossible en raison de la nature de la fonction, de la continuité de la gestion de l'entreprise, de ses activités ou de ses services.
- En outre, ils sont également tenus de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, les règles de distanciation sociale.

Cette dérogation vaut également pour les producteurs, fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants de biens, travaux et services essentiels à l'activité de ces entreprises et ces services.

Obligations dans le cadre du travail temporaire de travailleurs non-résidents en Belgique :

Dans les secteurs de la construction, de l'agriculture, de l'horticulture, du nettoyage ainsi que dans le secteur de la viande, dans le contexte de la crise sanitaire que nous connaissons, **tout employeur ou utilisateur qui fait appel, à titre temporaire**, à des travailleurs salariés ou indépendants qui ne résident pas en Belgique doit **vérifier avant le début du travail** que,

- si le travailleur ou l'indépendant est obligé de le faire, ce dernier a complété le Formulaire de Localisation du Passager.
- Si le travailleur ou l'indépendant est obligé de le faire, qu'il peut présenter la preuve d'un test négatif qu'il a montré à un transporteur aérien ou maritime réalisé moins de 72h avant l'arrivée sur le territoire belge.

Le travailleur salarié ou indépendant ne résidant pas en Belgique doit :

- S'il est tenu de le faire, compléter le Formulaire de Localisation du Passager.
- S'il est tenu de le faire, fournir la preuve du résultat négatif effectué au plus tôt 72 heures avant son arrivée sur le territoire belge. Si le travailleur n'a pas voyagé par avion ou par voie maritime, il est tenu d'apporter la preuve d'un résultat négatif à un test effectué au plus tôt 72 heures avant le début de son travail ou de son activité en Belgique. Ce test peut être effectué à l'étranger avant l'arrivée en Belgique. Ce résultat négatif peut être contrôlé par les conseillers en prévention médecins du travail et par les médecins inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.
- **Si le travailleur arrive en Belgique après un séjour d'au moins 48 heures dans une zone rouge, il doit être mis en quarantaine. La quarantaine ne peut prendre fin qu'après un test PCR négatif le 7^{ème} jour de la quarantaine. Pour les personnes exerçant des fonctions critiques dans des secteurs essentiels, l'exercice d'un travail sur le lieu de travail peut être autorisé, sous réserve d'une attestation de l'employeur (conformément à la décision de la Conférence interministérielle sur la santé publique du 2 décembre 2020).**

Si le Formulaire de Localisation du Passager n'est pas complété, l'employeur ou l'utilisateur veille à ce qu'il le soit au plus tard au moment où le travailleur commence à travailler en Belgique.

Il est important de noter que la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s'effectue à des fins strictement privées n'est pas tenue à cette obligation de vérification ni à une obligation de registre. Par exemple, un particulier qui procède à des travaux de rénovation dans son habitation personnelle et qui recourt aux services d'un indépendant ou d'une société dont les employés ne sont pas résidents en Belgique.

Excepté pour la situation décrite juste ci-dessus, l'employeur **doit tenir un registre** dans lequel les données suivantes doivent figurer :

1. les données d'identification du travailleur salarié ou du travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger :
 - le nom et les prénoms;
 - la date de naissance;
 - le numéro d'identification visé à l'article 8, § 1er, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2. le lieu de résidence du travailleur salarié ou du travailleur indépendant durant ses travaux en Belgique;
3. le numéro de téléphone, auquel le travailleur salarié ou le travailleur indépendant peut être contacté;
4. le cas échéant, l'indication des personnes avec lesquelles le travailleur salarié ou le travailleur indépendant travaille lors de son travail en Belgique ;
5. la preuve d'un test négatif au Covid-19 fournie par le travailleur.

Il est important de noter que ces données ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, y compris le traçage et le suivi de clusters et de collectivités situés à la même adresse. Elles sont détruites après 14 jours calendriers à compter de la date de la fin du travail concerné.

Ne doivent pas être inscrits à un tel registre :

- les travailleurs frontaliers au sens de l'arrêté ministériel c'est-à-dire tout travailleur qui exerce une activité salariée dans un Etat membre et réside dans un autre Etat membre, où ce travailleur retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine ;
- un travailleur salarié ou indépendant qui vit ou réside à l'étranger et dont le séjour en Belgique n'excède pas 48 heures .

1. Les restaurants d'entreprise peuvent-ils rester ouverts?

Oui, ils sont autorisés à rester ouverts et sont considérés comme des cuisines de collectivité et salles à manger pour les communautés de travail. Ils doivent respecter les règles d'hygiène et de distanciation sociale qui s'appliquent aux activités horeca qui restent autorisées, et qui sont décrites dans la partie Horeca ci-dessous.

ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS QUI OFFRENT DES BIENS OU DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS (B2C)

Les entreprises et associations offrant des biens ou des services aux consommateurs exercent leurs activités conformément au protocole applicable.

Un guide relatif à la réouverture des commerces s'applique à l'ensemble des commerces relevant ce chapitre et est publié sur le site Internet du SPF Economie. Dans la mesure du possible, des liens vers les protocoles sectoriels disponibles sont placés sur le site Internet <https://www.info-coronavirus.be/fr/protocols/>.

Dans tous les cas, les quatorze règles générales minimales prévues dans l'arrêté ministériel sont d'application :

1. l'entreprise ou l'association informe les consommateurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. les consommateurs sont accueillis pendant maximum 30 minutes mais la visite peut durer plus longtemps si l'entreprise ou l'association ne fonctionne que sur rendez-vous ;
4. un consommateur est autorisé par 10 m² de la surface accessible au public;

5. si la surface accessible au public est inférieure à 20 m², il est autorisé d'accueillir 2 consommateurs au même moment, à condition qu'une distance de 1,5 m soit garantie entre chaque personne ;
6. si la surface accessible au public est supérieure à 400 m², un contrôle d'accès adéquat doit être prévu. Pour plus d'information, voir la question spécifique sur les contrôles d'accès ;
7. se couvrir la bouche et le nez avec un masque est obligatoire dans les espaces accessibles au public dans l'entreprise ou l'association. Si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée, d'autres moyens de protection personnelle sont fortement recommandés ;
8. l'activité doit, le cas échéant conformément aux instructions de l'autorité compétente, être organisée de manière à ce que les rassemblements soient évités et à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, en particulier en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ;
9. l'entreprise ou l'association met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;
10. l'entreprise ou l'association prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement le lieu de travail et le matériel utilisé ;
11. l'entreprise ou l'association assure une bonne aération;
12. une personne de contact est désignée et rendue publique afin que les clients et les membres du personnel puissent signaler une éventuelle contamination par le coronavirus COVID-19 afin de faciliter le contact tracing ;
13. les terrasses et les espaces publics sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités communales et dans le respect des mêmes règles qu'à l'intérieur ;
14. les courses sont effectuées seul, à l'exception des mineurs de son propre ménage ou des personnes ayant besoin d'une assistance qui peuvent être accompagnées d'un adulte. Il y a également une exception prévue pour les visites sur rendez-vous.

En tant qu'entreprise, elles suivent les dispositions prévues dans le « guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail ». Les employeurs informent les travailleurs en temps utile des mesures de prévention en vigueur et leur dispensent une formation appropriée.

Les règles applicables sont détaillées dans ce chapitre mais les principes généraux peuvent-être résumés comme suit :

- A. En ce qui concerne les biens, les entreprises et associations peuvent offrir leurs biens aux consommateurs, y compris dans leur établissement, dans le strict respect des quatorze règles minimales énoncées ci-dessus.
- B. En ce qui concerne les services :

Les prestations de services au cours desquelles la distance d'1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire et le consommateur restent, à ce stade, interdites. Seuls les métiers considérés comme nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (repris dans l'annexe de l'arrêté ministériel) peuvent se poursuivre, même si la distance de sécurité d'1,5 mètre ne peut être garantie. Cela concerne, par exemple, les métiers de contact médicaux, paramédicaux, ou liés aux soins ainsi que les soins à domicile pour les personnes ayant besoin d'assistance.

Pour les prestataires de services qui peuvent reprendre leurs activités, les règles applicables varient en fonction du lieu où le service est presté :

- Sur place : dans les parties accessibles au public de l'entreprise ou de l'association, les prestataires peuvent offrir leurs services aux consommateurs dans le strict respect des quatorze règles minimales énoncées ci-dessus.
- À domicile : seuls les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont considérés comme nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (repris dans l'annexe de l'arrêté ministériel) peuvent offrir leurs services au domicile du consommateur.
- Dans l'espace public : si un service autorisé se preste dans l'espace public, les règles relatives aux rassemblements et à la distanciation sociale doivent également être respectées. Le prestataire de services est pris en compte pour déterminer le nombre maximum de personnes autorisées.

Biens aux consommateurs

L'ensemble des entreprises et associations offrant des biens aux consommateurs peuvent reprendre leurs activités.

Le Comité de Concertation a décidé qu'elles pouvaient de nouveau accueillir les consommateurs dans leur établissement, dans le strict respect des quatorze règles minimales énoncées ci-dessus.

L'offre de biens à domicile est interdite (par exemple les démonstrations de produits ménagers à domicile). En revanche, la livraison et le placement à domicile de biens préalablement commandés sont autorisés.

Pour l'accueil des visiteurs dans les centres commerciaux, des mesures spécifiques sont d'application :

- les quatorze règles minimales énoncées ci-dessus ;
- un visiteur est autorisé par 10 m² ;
- le centre commercial met à disposition les produits nécessaires à l'hygiène des mains à l'entrée et à la sortie ;
- des marquages au sol et/ou des signalisations facilitent le maintien d'une distance de 1,5 m ;
- les visiteurs se déplacent seul, à l'exception des adultes qui peuvent accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'assistance ;
- un contrôle d'accès adéquat doit être prévu. Pour plus d'information, voir la question spécifique sur les contrôles d'accès.

2. Que recouvre la notion de « contrôle d'accès adéquat » applicable aux magasins ayant une surface accessible au public supérieure à 400 m² et aux centres commerciaux ?

Un contrôle d'accès adéquat implique le contrôle organisé du respect des mesures spécifiques imposées aux magasins et aux centres commerciaux. Il s'agit notamment du contrôle du nombre limité de clients admis, du port obligatoire d'un masque, de l'interdiction de rassemblement, de la règle qui prévoit que les courses sont faites individuellement et de la distanciation sociale.

Un refus d'accès est en principe une activité de surveillance couverte par la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière et peut uniquement être effectuée par une société de sécurité privée agréée dont le personnel est formé à cette activité et possède le profil approprié.

D'autres personnes, comme le propre personnel de l'entreprise ou une autre personne peuvent informer les clients, désinfecter et remettre les chariots, vérifier les réservations, etc.

Les moyens numériques ou l'affichage peuvent être une aide au contrôle d'accès.

Port du masque :

Le port du masque ou de toute autre alternative en tissu est obligatoire pour toute personne (clients, employés, employeurs,...) à partir de 13 ans dans les rues commerçantes, les magasins et centres commerciaux, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation ou, si cela n'est pas possible pour des raisons médicales, d'un écran facial.

Les bourgmestres sont chargés de déterminer quelles sont les rues commerçantes et les lieux privés ou publics à forte fréquentation de leur commune. Ces lieux sont délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation du port du masque s'applique.

Autorités locales :

Les autorités locales organisent l'accès aux centres commerciaux, aux rues commerçantes et aux parkings conformément au courrier ministériel de la Ministre de l'Intérieur du 29 novembre 2020 relatif à la gestion de l'espace public lors de la réouverture de magasins et centres commerciaux afin que les mesures de distanciation sociale soient respectées.

Lorsque l'autorité locale compétente estime que les conditions énoncées ci-dessus ne peuvent être remplies, elle reporte ou suspend la réouverture ou l'ouverture des entreprises et associations non essentielles sur tout ou partie de son territoire.

3. Existe-t-il des restrictions à la vente de boissons alcoolisées?

Oui, la vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements, en ce compris les distributeurs automatiques, à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin.

En dehors de cette période, les établissements horeca peuvent proposer des boissons alcoolisées à la livraison et/ou à l'emporté mais uniquement en combinaison d'un repas.

4. Existe-t-il des restrictions spécifiques concernant les magasins de nuit ?

On entend par magasin de nuit toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention " Magasin de nuit".

Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures.

Les magasins attenants à une station-service ne sont donc pas considérés comme des magasins de nuit et ne doivent donc pas fermer à 22 heures.

La vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements (en ce compris les distributeurs automatiques), à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin.

Services aux consommateurs

Les prestations de services au cours desquelles la distance d'1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire et le consommateur restent, à ce stade, interdites. En conséquence, les établissements (ou parties d'établissements) suivants restent dans tous les cas fermés :

- les instituts de beauté ;
- les instituts de pédicure non-médicale ;
- les salons de manucure ;
- les salons de massage ;
- les salons de coiffure et barbiers ;
- les studios de tatouage et de piercing.

Les métiers de contacts médicaux et paramédicaux et ceux considérés comme nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation (repris à l'annexe de l'Arrêté Ministériel, CP 330) peuvent continuer à être exercés, y compris à domicile, tels que par exemple les soins dentaires, les psychologues, les soins infirmiers à domicile, les séances de kinésithérapie, les soins liés à la maternité, les aides familiales, les soins palliatifs à domicile, les prestations capillaires essentielles pour les personnes ayant un problème de santé, etc. Les soins des pieds par des podologues et les soins des pieds effectués par des professionnels autres que des podologues, pour des raisons médicales, qui ne peuvent être reportés peuvent toujours être effectués.

Pour les prestataires de services qui peuvent reprendre leurs activités, les règles applicables varient en fonction du lieu où le service est presté :

A. Sur place

Dans les parties accessibles au public de l'entreprise ou de l'association, les prestataires peuvent offrir leurs services aux consommateurs dans le strict respect des quatorze règles minimales énoncées ci-dessus.

B. À domicile

Seuls les commerces, entreprises et services privés et publics considérés comme nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (repris dans l'annexe de l'arrêté ministériel) peuvent offrir leurs services au domicile des consommateurs (par exemple les avocats, les architectes, les plombiers, les chauffagistes,...) et dans le respect des mesures de distanciation sociale.

C. Dans l'espace public

Si un service autorisé se preste dans l'espace public, les règles sur les rassemblements ainsi que les règles de distanciation sociale doivent être respectées. Le prestataire de services ne peut donc offrir ses services qu'à trois autres personnes (âgées de plus de 12 ans) au maximum en même temps.

Par exemple, un coach privé peut faire un entraînement à l'extérieur avec trois clients, un photographe peut organiser un shooting en extérieur avec trois clients.

5. Les centres d'examen sont-ils ouverts et les leçons de conduite autorisées ?

Les examens théoriques peuvent reprendre pour les particuliers mais dans le respect des quatorze règles minimales. En revanche, comme il n'est pas possible de respecter les mesures de distanciation sociale

dans une voiture, les examens pratiques et les leçons en auto-école restent suspendus pour les particuliers.

6. Puis-je encore faire venir mon aide-ménagère? Puis-je encore travailler en tant qu'aide-ménagère?

Oui cela est autorisé. En outre, les centres de repassage peuvent continuer leurs activités.

7. Est-il possible de déroger à la règle de faire ses courses seul par la prise d'un rendez-vous ?

En principe, non. Dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, il est possible d'y déroger par exemple lors de l'achat de biens volumineux pour lesquels une discussion approfondie est nécessaire en raison de l'impact sur le ménage ou le logement. Cela peut se faire via un rendez-vous préalable dans les entreprises ou associations qui travaillent exclusivement sur rendez-vous et où deux personnes peuvent être présentes : un membre supplémentaire du ménage ou, pour la personne isolée, le contact rapproché.

8. Les travaux de rénovation et de construction chez les particuliers peuvent-ils se poursuivre?

Les activités comme les travaux de rénovation, de peinture, d'électricité, de plomberie, les installations d'électroménagers sont repris à l'annexe de l'arrêté ministériel et peuvent se poursuivre au domicile du consommateur, moyennant le respect des règles de distanciation sociale.

9. Les agences immobilières peuvent-elles poursuivre leurs activités ?

Les agences immobilières peuvent accueillir des particuliers individuellement dans leurs bureaux, dans le respect des quatorze règles minimales. En revanche, les personnes qui souhaitent louer ou acheter une propriété sont autorisées à visiter celle-ci uniquement si aucune autre personne n'est présente dans la propriété à ce moment-là. L'agent immobilier, les vendeurs, les locataires ou les occupants actuels ne sont donc pas autorisés à être présents lors de la visite. Le respect des obligations légales, telles que, par exemple, l'établissement d'un état des lieux au début d'un contrat de location, reste possible.

10. Les avocats, les notaires et les huissiers de justice peuvent-ils poursuivre leurs activités ?

Ces professions sont reprises à l'annexe de l'arrêté ministériel, elles peuvent donc rencontrer des clients lorsque cela est nécessaire (par exemple pour la signature d'actes), y compris au domicile du client, et dans le respect des mesures de distanciation sociale. Néanmoins, toutes les tâches qui peuvent s'effectuer à distance doivent l'être.

11. Les médiateurs agréés, curateurs et autres mandataires de justice peuvent-ils poursuivre leurs activités ?

Oui. Ceux-ci tombent sous la catégorie « institutions de la Justice et professions y liées » qui est reprise à l'annexe de l'arrêté ministériel. Ils peuvent donc poursuivre leurs activités, y compris à domicile.

ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS QUI OFFRENT DES BIENS OU DES SERVICES AUX PROFESSIONNELS (B2B)

La prestation de services entre professionnels reste possible dans le respect des mesures de distanciation sociale et selon les mesures de prévention appropriées adoptées au sein de l'entreprise.

ACTIVITES AMBULANTES

Les autorités communales compétentes peuvent autoriser des marchés selon certaines modalités.

Les fêtes foraines, les marchés aux puces, les brocantes, marchés annuels, les marchés de Noël et les villages d'hiver restent interdits.

Dans tous les marchés autorisés par les autorités locales, les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger toute personne contre la propagation du coronavirus COVID-19, y compris l'application des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 m entre chaque personne. Des mesures de prévention appropriées sont prises en temps utile, comme le recommande le « Guide générique concernant l'ouverture des commerces pour lutter contre la propagation du virus COVID-19 », disponible sur le site web du Service public fédéral Economie.

Tout marché respecte, en tous les cas, les conditions suivantes :

- les conditions fixées par l'autorité locale sont respectées ;
- les règles de distanciation sociale sont respectées ;
- le nombre maximum de visiteurs autorisés dans le marché s'élève à un visiteur par 1,5 mètre courant d'étal ;
- les marchands, et leur personnel sont tenus de se couvrir la bouche et le nez avec un masque, ou toute autre alternative en tissu (ou, lorsque cela n'est pas possible pour des raisons médicales, avec un écran facial) ;
- le port du masque est obligatoire pour les clients si les autorités communales l'imposent et dans toutes les situations où il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale.
- les moyens pour assurer l'hygiène nécessaire des mains doivent être mis à disposition aux entrées et sorties du marché par les autorités communales. Les commerçants prévoient également de mettre à disposition des clients du gel pour l'hygiène des mains ;
- la consommation de denrées alimentaires et de boissons sur place est interdite. Le take-away reste possible ;
- une organisation ou un système permettant de vérifier le nombre de clients présents sur le marché est mis en place ;
- sur le marché un plan de circulation à sens unique est élaboré, avec des entrées et des sorties distinctes. Une dérogation motivée peut néanmoins être accordée en cas de circonstances exceptionnelles par l'autorité locale qui, dans ce cas, détermine une solution alternative ;
- en outre, les courses sont effectuées seul et pendant une période de maximum 30 minutes. Un adulte peut accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance.

Par ailleurs, les activités de type « porte à porte » et de démarchage, quelle que soit leur nature, sont interdites. La livraison et le placement à domicile de biens préalablement commandés sont autorisés.

12. Les foodtrucks peuvent-ils proposer de la nourriture et des boissons ?

Oui mais seul le take-away est autorisé jusqu'à 22 heures au plus tard, la consommation sur place n'est pas permise. La vente de boissons alcoolisées est interdite entre 20 heures et 5 heures du matin.

HORECA

Les établissements relevant du secteur horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons sont fermés jusqu'au 15 janvier 2021 inclus, sauf pour proposer des repas à emporter et à livrer et des boissons non-alcoolisées à emporter jusqu'à 22 heures au plus tard. Des repas peuvent être proposés à emporter et/ou à livrer ensemble avec des boissons alcoolisées jusqu'à 20 heures.

Néanmoins, les établissements suivants peuvent rester ouverts :

- Tous les types d'hébergement à l'exclusion de leur restaurant, de leurs débits de boissons et de leurs autres facilités communes. En revanche, les villages de vacances, les parcs de bungalow et les campings sont fermés ;
- Les cuisines de collectivité et les salles à manger pour les communautés résidentielles, scolaires, de vie et de travail. Cela comprend notamment les restaurants d'entreprises, les cantines d'hôpitaux, de prisons, d'écoles, et de maisons de repos et de soins ;
- Les facilités collectives pour les personnes sans-abri ;
- Les établissements de restauration et les débits de boissons dans les zones de transit des aéroports ;
- les facilités sanitaires dans les zones de service à côté des autoroutes.

Pour les activités horeca qui restent autorisées, les modalités suivantes doivent être respectées :

- les tables sont disposées de manière à garantir une distance d'au moins 1,5 m entre les tablées, sauf si les tables sont séparées par une paroi en plexiglas ou une alternative équivalente d'une hauteur minimale d'1,8 m ;
- un maximum de 4 personnes par table est autorisé. Un ménage peut partager une table, peu importe la taille de ce ménage ;
- seules des places assises à table sont autorisées ;
- chaque personne doit rester assise à sa propre table ;
- toute personne d'un établissement horeca, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est obligé de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou tout autre alternative en tissu, sauf lorsqu'il est assis à sa propre table. Lorsque le port du masque ou toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé ;
- le port du masque ou, si cela est impossible pour des raisons médicales, d'un écran facial par le personnel est obligatoire ;
- aucun service au bar n'est autorisé ;
- les données de contact, qui peuvent se limiter à un numéro de téléphone ou une adresse e-mail, d'un client par table sont enregistrées à l'arrivée et conservées, dans le respect de la protection des données à caractère personnel, pendant 14 jours calendrier afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure. Les clients qui le refusent se voient l'accès refusé à l'établissement à l'arrivée. Ces données de contact ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la lutte contre la COVID-19 et elles doivent être détruites après 14 jours calendrier.

Par ailleurs, l'utilisation individuelle et collective des narguilés est interdite dans les lieux accessibles au public.

SOINS AUX ANIMAUX

Les entreprises ou associations offrant des services de soins (soins vétérinaires et de confort) et d'accueil au animaux peuvent reprendre leurs activités. Néanmoins, la logique détaillée dans la partie « services aux consommateurs » ci-dessus reste d'application. Par exemple, les soins vétérinaires sont repris dans l'annexe de l'arrêté ministériel. Cela veut donc dire qu'un vétérinaire peut exercer sa fonction à la fois à son cabinet mais également au domicile du propriétaire de l'animal. En revanche, un toiletteur pour chien (soins de confort), qui n'est pas repris dans l'annexe, peut exercer son activité dans son entreprise, mais pas au domicile du consommateur.

13. Les salons de toiletages sont-ils ouverts ?

Oui, ces salons peuvent ouvrir sous réserve du respect des 14 règles minimales et, en particulier, le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre le prestataire de service et le consommateur. Le service à domicile n'est pas autorisé.

14. Les centres de dressages canins sont-ils ouverts ?

Oui, ils peuvent ouvrir et prêter leurs services mais doivent s'assurer qu'il n'y ait pas de contact physique entre l'instructeur et le propriétaire du chien et que les quatorze règles minimales soient respectées. Si la leçon de dressage se déroule dans l'espace public, les règles d'application sur les rassemblements doivent être respectées (maximum quatre personnes de plus de 12 ans, instructeur compris).

En revanche, comme ces centres ne sont pas repris dans l'annexe de l'arrêté ministériel, le dressage canin au domicile du propriétaire n'est pas autorisé.

15. Les refuges pour animaux peuvent-ils rester ouverts ?

Les refuges pour animaux sont désormais ouverts au public, moyennant le respect des quatorze règles minimales. Les volontaires peuvent également apporter leur contribution.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Fédéral :

- **SPF Economie:**
 - Guide générique relatif à l'ouverture des commerces :
 - <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/mesures-renforcees/coronavirus-conseils-pour-la>
 - <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/coronavirus-mesures-renforcees>
 - <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/informations-pour-les-reduction-des-pertes/coronavirus-faq-concernant-les>
 - <https://economie.fgov.be/fr/publications/guide-pour-un-redemarrage-sur>
 - <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/activites-economiques/coronavirus-conseils-pour-la-0>
 - Guide générique relatif à l'ouverture du secteur horeca:
 - <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/activites-economiques/coronavirus-conseils-pour-la>
- **AFSCA :**
<http://www.afsca.be/professionnels/publications/communications/coronavirus.asp#faq>
- **SPF Finances:**
https://finances.belgium.be/fr/douanes_accises/entreprises/corona-informations-et-mesures/faq-covid-19

- **SPF Emploi et Travail :**
 - Guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail :
https://emploi.belgique.be/sites/default/files/content/news/Guidegenerique_light.pdf
 - <https://emploi.belgique.be/fr/faqs/questions-et-reponses-coronavirus>

- **ONEM :**
https://www.onem.be/sites/default/files/coronavirus/Faq_Corona_FR_20200423_0.pdf

Région flamande :

- <https://www.vlaio.be/nl/begeleiding-advies/moeilijkhedencoronavirus/specifieke-maatregelen-mbt-het-coronavirus-0>
<https://www.vlaanderen.be/vlaamse-maatregelen-tijdens-de-coronacrisis/vlaamse-coronamaatregelen-rond-ondernemen-en-werk>

Région de Bruxelles-capitale :

- <https://1819.brussels/blog/coronavirus-et-entreprises-les-faq-en-un-coup-doeil>

Région wallonne :

- <https://www.1890.be/article/faq-coronavirus>

SANTE

CONTAMINATION ET PROTECTION

Les procédures sanitaires sont adaptées au cours du temps selon l'évolution de l'épidémie, les connaissances et découvertes scientifiques.

Les informations les plus actuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://covid-19.sciensano.be/fr>

1. Quelles sont les recommandations en matière de port de masque/de gants dans l'espace public ?

Toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est tenue de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale. Cette dernière obligation n'est cependant pas valable entre :

- les personnes vivant sous le même toit entre elles ;
- les enfants jusqu'à 12 ans accomplis entre eux ;
- les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre d'un contact rapproché durable ;
- les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'assistance d'autre part.

Par ailleurs, le port du masque est obligatoire dans un certain nombre de lieux, peu importe leur niveau de fréquentation :

- dans les transports en commun dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Néanmoins, le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque ;
- pour les encadrants des camps, stages et activités qui sont autorisés ;
- dans les établissements et les lieux où des activités horeca sont autorisées, tant pour les clients que pour le personnel, sauf pendant qu'ils mangent, boivent ou sont assis à table ;
- dans les magasins et centres commerciaux ;
- dans les rues commerçantes, les marchés, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique ;
- dans les salles de conférence et auditoriums ;
- dans les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;
- dans les musées ;
- dans les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle ;
- lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d'audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre.

Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par cette obligation.

Il est souligné que le port du masque est une protection supplémentaire qui ne dispense en aucun cas de suivre **les six règles d'or concernant le comportement individuel, à savoir :**

1. respectez les règles d'hygiène ;
2. pratiquez vos activités de préférence à l'extérieur ;
3. pensez aux personnes vulnérables ;
4. gardez vos distances (1,5 m) ;
5. limitez vos contacts rapprochés ;
6. suivez les règles sur les rassemblements.

Pour plus d'information sur les masques en tissu : <https://www.info-coronavirus.be/fr/masque/>

Le port de gants n'est en revanche pas recommandé car il donne un faux sentiment de sécurité, et on ne se lave plus les mains, tout en se touchant la bouche, le nez et les yeux avec la main gantée, ce qui peut encore entraîner une infection. Il est préférable de se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon.

2. Existe-t-il des aménagements particuliers en matière de port du masque pour les personnes sourdes ou malentendantes ?

Oui, dans ce cas-là, l'interlocuteur d'une personne sourde ou malentendante peut ôter temporairement son masque afin que cette dernière puisse lire sur ses lèvres. Cela ne peut se faire que pendant le temps strictement nécessaire à la conversation et dans le respect de la distance de sécurité.

3. Qui est testé actuellement ?

Des informations détaillées concernant la procédures de testing sont disponibles sur le site de Sciensano: https://epidemiologie.wiv-isp.be/ID/Pages/2019-nCoV_procedures.aspx.

4. Quelles sont les règles d'application en matière de quarantaine ?

Il est nécessaire de fixer des priorités en termes de dépistage et d'analyses en laboratoire qui serviront au mieux la santé publique et pourront contenir l'épidémie. Ces priorités ont été établies par la Conférence Interministérielle Santé publique du 16 décembre 2020.

Tous les contacts à haut risque asymptomatiques sont testés par PCR depuis le 23 novembre 2020. **Tous les séjours de 48 heures ou plus en zone rouge sont considérés comme des contacts à haut risque.**

Les règles suivantes sont établies pour l'isolement et la quarantaine:

1. La période d'isolement pour les personnes qui ont un test PCR positif :

- Pour les patients présentant des symptômes qui ont un test PCR positif, l'isolement est levé au plus tôt 7 jours après l'apparition des symptômes ET jusqu'à au moins 3 jours sans fièvre ET avec une amélioration des symptômes respiratoires.

- Pour les personnes qui ne présentent pas de symptômes mais qui ont un test PCR positif, l'isolement de 7 jours commence à dater de la date du prélèvement.
- 2. La période de quarantaine pour les contacts à haut risque est fixée à un minimum de 7 jours.** Cette période de quarantaine débute au moment du contact à haut risque et prend fin à la réception d'un test PCR négatif. Le test PCR doit être effectué au 7^{ème} jour après le début de la quarantaine.
 - 3. La période de quarantaine pour les personnes qui reviennent d'une zone rouge :** veuillez-vous référer à la partie « International » de cette FAQ.

UTILISATION DES DONNEES TELECOMS

5. Le gouvernement utilise-t-il mes données personnelles télécoms dans la lutte contre le Coronavirus?

Non, le gouvernement a uniquement accès aux données anonymes, et sur base de ces données il effectue des analyses qui contribuent dans la lutte contre le Coronavirus. Aucune adresse, numéro de téléphone ou nom n'est traité par le gouvernement. Il est garanti que les données ne sont aucunement traçables à l'individu. Au niveau de l'agrégation utilisée, le citoyen est entièrement anonymisé et son identité est protégée.

6. A quelles fins les données télécoms sont-elles utilisées?

Le gouvernement utilise les données télécoms anonymisées et agrégées pour aider dans le processus décisionnel dans la lutte contre l'épidémie. A l'aide de ces données, ses actions se limitent à des constatations utiles, comme par exemple : La mobilité des belges a-t-elle diminué depuis l'adoption des mesures par le Conseil national de sécurité ? Dans quelles zones géographiques la mobilité est plus haute que d'autres ?

7. Tous mes mouvements vont-ils être surveillés, du fait de cette démarche ?

Non. Aucune nouvelle donnée n'est collectée dans le cadre de ces analyses. Les données ne quittent pas l'enceinte des opérateurs télécoms. Elles sont anonymisées (c'est-à-dire, il n'est pas possible de savoir quel individu se trouve derrière quel point de donnée) et agrégées (c'est-à-dire, il n'y a pas d'analyse du comportement d'un seul individu).

8. Mes données seront-elles gardées ou réutilisées ?

Non, les données utilisées dans le cadre de ce projet sont uniquement utilisées pour combattre le COVID-19. Les données non pertinentes sont effacées immédiatement et en permanence. A la fin de la crise sanitaire, toutes les données seront effacées, pour qu'elles ne puissent jamais être volées ou utilisées contre le citoyen.

9. Pourquoi est-il pertinent d'utiliser les données télécoms dans le contexte d'une épidémie du type Covid-19?

L'utilisation de données de téléphonie mobile (agrégées et anonymisées) pour la gestion de crises épidémiologiques a déjà été réalisée et a prouvé son efficacité. Des technologies similaires à celles

utilisées aujourd'hui ont déjà été mises en œuvre lors de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest en 2013-2015.

Le virus Covid-19 se transmet du fait de la proximité physique entre les individus. Dès lors, l'utilisation des données sur le déplacement de la population pourra donner des informations primordiales aux autorités sanitaires pour la gestion de l'épidémie.

10. Ces données peuvent-elles être utilisées contre moi ?

En aucun cas. Les données traitées sont entièrement anonymes et ne sont aucunement traçables jusqu'à l'individu. Les analyses ne seront faites que pour informer les responsables politiques et la population. Les données ne sont en aucun cas utilisées à des fins répressives ou punitives contre l'individu.

11. D'autres initiatives de ce type voient-elle le jour dans d'autres pays européens ?

Oui, les autorités publiques et les opérateurs de téléphonie mobile d'autres pays européens, ainsi que la Commission européenne, travaillent à la mise en place d'initiatives similaires. Le gouvernement belge est en contact avec certains d'entre eux, afin de partager l'expertise et, dans la mesure du possible, de pouvoir également mesurer les mouvements transfrontaliers.

12. Ces pratiques sont-elles conformes aux réglementations nationales et européennes en matière de la protection de la vie privée?

Absolument. En Belgique, une attention toute particulière est portée au respect scrupuleux des règles en matière de la vie privée, contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du monde. L'approche du gouvernement est une approche de « privacy first ». On veille au respect de la réglementation adéquate, et des experts en protection des données et un comité éthique sont impliqués dans l'analyse des données. L'approche et les méthodes de travail ont été approuvées par l'Autorité de protection des données.

13. Qui analyse et utilise les données ?

Le gouvernement décide quelles analyses sont effectuées sur les données anonymisées et agrégées et à quelles fins elles seront utilisées, et ceci en étroite concertation avec l'Autorité de protection des données. Les opérateurs télécoms ne transfèrent que des données anonymisées et agrégées à Sciensano, qui transmet les analyses demandées au gouvernement.

14. Ai-je le choix de ne pas fournir mes données de localisation dans le cadre du projet « les données contre le corona » ?

Non, vos données de localisation ne sont pas transférées individuellement. Le gouvernement reçoit uniquement un aperçu de données anonymisées et agrégées. Elles ne sont en aucun cas traçables à l'individu et elles sont entièrement anonymes. Ce transfert de données est conforme à l'avis de l'Autorité de protection des données.

ASSISTANCE AUX PERSONNES AGEES, EN SITUATION DE HANDICAP ET VULNERABLES

15. Les visites sont-elles autorisées dans les maisons de repos, les centres ou institutions de soins résidentiels ?

Consultez le site internet des autorités compétentes pour les dernières évolutions en matière de visite dans ces établissements :

Région wallonne : <https://www.wallonie.be/fr/maisons-de-repos>

Vlaanderen: <https://www.zorg-en-gezondheid.be/corona-richtlijnen-voor-zorgprofessionals>

Région de Bruxelles-Capitale : https://coronavirus.brussels/wp-content/uploads/2020/03/FAQ_Re%CC%81sidentiel_DEF-1.pdf

16. Les initiatives locales d'accueil pour les personnes qui se trouvent dans une situation problématique et urgente en matière de logement peuvent-elles poursuivre leurs activités ?

Les personnes qui se trouvent dans une situation problématique et urgente en matière de logement en raison de circonstances familiales défavorables (divorce/fin de relation, violences intrafamiliales ou sexuelles) ou en raison du caractère inhabitable du logement actuel, peuvent se tourner vers les initiatives locales d'accueil.

Si nécessaire, une visite des lieux peut également se tenir à condition que les mesures générales de précaution soient respectées. Une visite des lieux ne peut se faire si l'occupant actuel la refuse. Étant donné que le marché des logements sociaux est considéré comme un service essentiel dans la mise en œuvre de la politique sociale générale, les visites des lieux peuvent être effectuées sous réserve du respect des mesures générales de précaution.

17. Les centres d'appels pour les personnes dans le besoin (centres prévention suicide, violences conjugales, ...) restent-ils ouverts ?

Oui, ils restent ouverts moyennant le respect des mesures de distanciation sociale par les opérateurs.

Vous trouverez ci-dessous les numéros de téléphone et sites internet principaux utiles

Pour les néerlandophones :

les sites internet principaux sont les suivants :

- <https://www.vlaanderen.be/hulp-zoeken-bij-psychische-problemen>
- <https://www.geestelijkgezondvlaanderen.be/>

Des informations plus spécifiques sont disponibles sur les sites internet suivants : www.tele-onthaal.be; www.awel.be ; www.1712.be; www.caw.be; www.jac.be ; www.zelfmoord1813.be ; www.nupraatikerover.be ; pour l'épuisement parental : 078/15 00 10.

Pour les germanophones:

1. En cas d'urgence de violence intrafamiliale et conjugale qui nécessite une protection et un accompagnement:
 - Prisma ASBL (Frauenzentrum, Refuge des femmes) : 087/554 077
 - Télé-accueil : 108 – 24h/24h, 7j/7j (également en cas des pensées suicidaires)
2. Pour le besoin général de parler : télé-accueil : 108

3. Pour les pensées suicidaires, conseils psychothérapeutiques, orientation en psychothérapie, soutien au développement et l'orientation générale : BTZ (Beratungs- und Therapiezentrum, centre de conseil et de thérapie)

Eupen : 087/140180

St.Vith : 080/650065

Pour les francophones:

Centre de prévention du suicide	0800 32 123	
Ecoute violences conjugales	0800 30 030	Ecouteviolencesconjugales.be
Comportements violents	Praxis	Asblpraxis.be
Télé-Accueil	107	
SOS Parents	0471 414 333	
Ecoute -Enfants	103	
SOS Viol	0800 98 100	
SOS Enfants, FWB		https://www.one.be/public/1-3ans/maltraitance/equipe-sos-enfants/

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Fédéral

- **Sciensano :**
<https://covid-19.sciensano.be/fr>
- **Groupe des unions professionnelles belges de médecins spécialistes (GBS) :**
<http://www.vbs-gbs.org/index.php?id=1&L=0>
- **AFSCA :**
<http://www.favv.be/professionnels/publications/communications/coronavirus.asp>
- **SPF Emploi et Travail :**
<https://emploi.belgique.be/fr/faqs/questions-et-reponses-coronavirus>

Communauté flamande

- <https://www.vlaanderen.be/hulp-zoeken-bij-psychische-problemen>
- <https://www.geestelijkgezondvlaanderen.be/>
- www.tele-onthaal.be
- www.awel.be
- www.1712.be
- www.caw.be
- www.jac.be
- www.zelfmoord1813.be
- www.nupraatikerover.be

Fédération Wallonie-Bruxelles:

- <https://www.ecouteviolencesconjugales.be/>
- www.asblpraxis.be
- <https://www.one.be/public/1-3ans/maltraitance/equipe-sos-enfants/>
- <https://www.one.be/public/coronavirus/>

ENSEIGNEMENT & ACCUEIL DES ENFANTS

ACCUEIL DES ENFANTS

1. Les crèches et les gardiennes d'enfants restent-elles ouvertes ?

L'accueil des enfants est repris dans l'annexe de l'Arrêté ministériel, ces structures peuvent donc rester ouvertes.

Pour plus d'informations concernant l'accueil des enfants référez-vous au site de chaque communauté :

Fédération Wallonie-Bruxelles : <https://www.one.be/public/detailarticle/news/coronavirus-les-conditions-dacces-pour-mettre-votre-enfant-en-creche/>

Vlaanderen:

<https://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/ziek/coronavirus/#Kinderopvang>

<https://www.kindengezin.be/img/draaiboek-kinderopvang-coronacrisis.pdf>

Deutschsprachige Gemeinschaft : www.ostbelgienfamilie.be/Coronavirus

ENSEIGNEMENT

Le système hybride de l'enseignement de contact à 50 % maximum à partir du 2^{ème} degré de l'enseignement secondaire et le code rouge dans l'enseignement supérieur sont prolongés au moins jusqu'au 15 janvier 2021.

Les informations concernant l'organisation de l'enseignement sont disponibles sur les sites internet des autorités compétentes :

Fédération Wallonie-Bruxelles : <http://enseignement.be/index.php?page=28291>

Vlaanderen: <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/nl/coronavirus>

Deutschsprachige Gemeinschaft : www.ostbelgienbildung.be/Coronavirus

2. Que faire des enfants de parents (probablement) contaminés ?

Veillez-vous référer aux règles de la quarantaine qui sont exposées ci-dessus (question «*Quelles sont les règles d'application en matière de quarantaine ?* » de la partie Santé).

3. Les formations données en dehors du contexte scolaire peuvent-elles se poursuivre ?

La formation nécessaire du personnel est autorisée au sein de la communauté de travail, si possible par le biais de l'enseignement à distance et en tout cas dans le respect des règles sanitaires applicables sur le lieu de travail. Par exemple, les formations internes à la conduite au sein des entreprises de transports publics sont autorisées.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Sur l'accueil des enfants :

- **Fédération Wallonie-Bruxelles :**
<https://www.one.be/public/detailarticle/news/coronavirus-les-conditions-dacces-pour-mettre-votre-enfant-en-creche/>
- **Communauté flamande:**
<https://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/ziek/coronavirus/#Kinderopvang>
<https://www.kindengezin.be/img/draaiboek-kinderopvang-coronacrisis.pdf>
- **Communauté germanophone :**
www.ostbelgienfamilie.be/Coronavirus

Sur l'enseignement:

- **Fédération Wallonie-Bruxelles:**
 - Général : <http://enseignement.be/index.php?page=28291>
 - Enseignement supérieur : http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8060
 - Enseignement de promotion sociale :
http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8061
- **Communauté flamande :**
 - Général :
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/nl/coronavirus>
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-voor-ouders>
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-richtlijnen-voor-scholen-en-clbs>
 - enseignement supérieur:
<https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/draaiboek-2020-2021-universiteiten>
<https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/draaiboek-2020-2021-hogescholen>
 - enseignement pour adultes : <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-informatie-voor-volwassenenonderwijs>
 - Enseignement artistique à temps partiel : <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-informatie-voor-deeltijds-kunstonderwijs>
 - Examens niveau secondaire : <https://examencommissiesecundaironderwijs.be/>
- **Communauté germanophone :**
 - www.ostbelgienbildung.be/Coronavirus

VIE PUBLIQUE

La situation épidémiologique actuelle ne permet pas un assouplissement des mesures déjà en vigueur. Cela veut dire que certaines activités ne peuvent pas encore reprendre et que les contacts dans certains lieux, notamment dans les établissements appartenant au secteur culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel doivent encore être évités.

Sont notamment fermés au public, les établissements (ou les parties des établissements) suivants:

- les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;
- les centres de bien-être, en ce compris notamment les saunas, les bancs solaires, les jacuzzis, les cabines de vapeur et les hammams ;
- les discothèques et les dancings ;
- les salles de réception et de fêtes ;
- les parcs d'attractions ;
- les plaines de jeux intérieures ;
- les zoos et les parcs animaliers ;
- les salles de bowling ;
- les fêtes foraines, les marchés annuels, les brocantes, les marchés aux puces, les marchés de Noël et les villages d'hiver ;
- les foires commerciales, en ce compris les salons ;
- les cinémas ;
- les centres de fitness;
- les pistes de ski, les pistes de ski de randonnée et les centres de ski.

En revanche, les établissements (ou parties d'établissements) suivant peuvent rester ouverts :

- les aires de jeux extérieures ;
- les musées ;
- les espaces extérieurs des parcs naturels en ce compris l'entrée, la sortie, les facilités sanitaires et les locaux de premiers soins et de secours ;
- les piscines, à l'exclusion des parties récréatives et des piscines subtropicales ;
- les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;
- les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle ;
- les parties extérieures des infrastructures sportives;
- les pistes équestres couvertes dans les manèges et les hippodromes, et ce uniquement pour le bien-être de l'animal ;
- les lieux culturels (autres que ceux cités ci-dessus), mais uniquement pour :
 - l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;
 - l'accueil des stages et activités organisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis;
- les salles de sport et les infrastructures sportives (autres que celles citées ci-dessus), mais uniquement pour :
 - l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;

- l'accueil des activités, stages et camps sportifs organisés ou autorisés par les autorités locales pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis ;
- les entraînements des sportifs professionnels ;
- les compétitions professionnelles ;
- d'autres activités que des activités sportives, pour autant qu'elles soient autorisées par l'arrêté ministériel et les protocoles applicables.

Pour les infrastructures et établissements qui restent ouverts, les 7 règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. se couvrir la bouche et le nez avec un masque et le port d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée. Néanmoins, dans les lieux où l'arrêté ministériel impose de se couvrir la bouche et le nez, le port du masque est obligatoire;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

Par ailleurs, afin de limiter les festivités, les réunions et la consommation d'alcool dans l'espace public, et ainsi réduire le nombre de contaminations et le taux de transmission du virus, il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans l'espace public entre minuit et 5h00 du matin, sauf en cas de déplacements essentiels qui ne peuvent être reportés, tels que notamment:

- avoir accès aux soins médicaux ou à des services sociaux ou de police ;
- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation d'handicap et aux personnes vulnérables ;
- quitter une situation de violences intrafamiliales ;
- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail ;
- la chasse dans le cadre de la régulation des sangliers et le contrôle de leurs nuisances ;
- conduire ou rechercher une personne à l'aéroport.

Sauf raison médicale urgente, le motif de la présence ou du déplacement sur la voie publique ou dans l'espace public est justifié à première demande des services de police.

CONTACTS SOCIAUX

Il est important, pour limiter la propagation du virus, de respecter les six règles d'or dans tous ses contacts sociaux. Par ailleurs, un certain nombre de restrictions sont imposées :

- Il est recommandé de ne pas avoir de contacts rapprochés avec plus d'une personne ne faisant pas partie de son foyer. On entend par « contact rapproché » un contact de plus de 15 minutes, sans respecter les 6 règles d'or telles que la distance de sécurité et le fait de ne pas porter un masque. Il est vivement déconseillé aux grands-parents d'avoir des contacts rapprochés avec leurs petits-enfants.
- Chaque ménage est autorisé à accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique maximum un même contact rapproché durable par membre du ménage à la fois, par période de 6 semaines.
- Une personne isolée peut en plus de ce contact rapproché durable accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique une personne supplémentaire à un autre moment. Les mesures de distanciation sociale doivent être respectées avec cette personne supplémentaire et il est recommandé de ne pas trop alterner ce contact supplémentaire. En revanche, le contact rapproché durable est lui fixe. À titre exceptionnel, une personne isolée peut accueillir en même temps le contact rapproché durable et la personne supplémentaire susmentionnée à la maison ou dans un hébergement touristique le 24 ou le 25 décembre 2020.

Sauf exceptions prévues par l'arrêté ministériel, les rassemblements sont limités à 4 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris. Les membres d'un même ménage peuvent toutefois se déplacer ensemble.

La distance de sécurité de 1,5 m et le port du masque reste d'application sauf:

- pour les personnes vivant sous le même toit entre elles;
- pour les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre de contacts rapprochés durables;
- pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis entre eux;
- entre les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'une assistance d'autre part.

1. Puis-je déménager?

Les déménagements sont autorisés dans le respect des règles applicables aux rassemblements extérieurs et aux réunions privées à domicile. Par ailleurs, les entreprises de déménagement qui sont comprises dans la sous-commission paritaire 140.05 peuvent continuer à offrir physiquement leurs services aux particuliers.

TRANSPORTS

2. Des mesures particulières sont-elles prises pour les transports en commun ?

Les usagers des transports en commun, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, sont tenus de se couvrir la bouche et le nez en portant un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Lorsque le port d'un masque

ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque. Cette exemption est également applicable, et aux mêmes conditions, au personnel roulant des transports collectifs organisés (par exemple les bus scolaires).

Pour prendre connaissance de l'offre des sociétés de transports, veuillez-vous référer à leurs sites web.

3. Les entreprises d'autobus et d'autocars privés sont-elles autorisées à organiser le transport de passagers ?

Oui, les autobus et les autocars sont autorisés à organiser des transports moyennant l'application des mesures d'hygiène et de prévention nécessaires par les passagers et les transporteurs.

Les passagers, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, doivent se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu et respecter une distance de sécurité d'1,5 m lorsque cela est possible. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

4. Qu'en est-il des taxis (et autres services de transport "on-demand") ?

Les taxis peuvent continuer à transporter des clients moyennant le respect d'une distance minimale de 1,5 m entre chaque personne. Le nombre de personnes qui peuvent être transportées varie donc en fonction du type de véhicule.

Les personnes vivant sous le même toit ou les personnes qui ont des « contacts rapprochés » peuvent partager un même taxi. La règle de la distance minimale n'est ici pas d'application. Il est conseillé d'aérer et de nettoyer régulièrement le véhicule.

Si les règles de distanciation sociale ne peuvent être garanties, le port du masque est obligatoire.

5. Les formations continues pour les conducteurs professionnels (code 95) peuvent-ils se poursuivre ?

La formation continue des conducteurs professionnels (code 95) peut se poursuivre car il s'agit d'un service essentiel en soutien au secteur logistique et du transport de passagers. En effet, l'annexe de l'arrêté ministériel considère comme essentiels « *Les services de taxi, les services de transports en commun, le transport ferroviaire de personnes et de marchandises, les autres modes de transport de personnes et de marchandises et la logistique, et les services essentiels en appui de ces modes de transport* ».

6. Quelles mesures sont prises concernant le covoiturage ? Combien de personnes peuvent partager un véhicule privé ?

Comme pour les taxis, une distance de 1,5 m doit être respectée entre chaque personne. Le nombre de personnes qui peut être transporté varie donc en fonction du type de véhicule. Pour les personnes habitant sous le même toit ou les personnes qui ont des « contacts rapprochés », cette règle quant à la distance minimale ne s'applique pas. Il est conseillé d'aérer et de nettoyer régulièrement le véhicule.

Si les règles de distanciation sociale ne peuvent être garanties, le port du masque est obligatoire.

TOURISME

Tous les types d'hébergement (hôtels, appartements, gîtes, B&Bs) sont ouverts, à l'exclusion de leur restaurant, de leur débits de boissons et de leurs autres facilités communes (ex: salle de sport, salles de bain partagées, etc.). Toutefois, les villages de vacances, les parcs de bungalows et les campings sont fermés au public à partir du 3 novembre 2020, à l'exception des hébergements de vacances, des bungalows, des chalets et des commodités pour camper qui servent à l'usage du propriétaire et/ou de son ménage, ou d'un ménage qui y a sa résidence habituelle, et uniquement pour cet usage.

En ce qui concerne le nombre de convives par unité d'habitation, les mêmes règles que pour les rassemblements privés à domicile s'appliquent. C'est-à-dire que chaque ménage est autorisé à louer une unité d'habitation entre eux ou avec maximum un contact rapproché durable. À titre exceptionnel, une personne isolée peut accueillir en même temps son contact rapproché durable et la personne supplémentaire dans un hébergement touristique le 24 ou le 25 décembre 2020.

Par ailleurs, les voyages à l'étranger sont très fortement déconseillés même si les frontières ne sont pas fermées conformément aux accords européens.

7. Puis-je me rendre dans ma résidence secondaire ?

Oui, il est toujours possible de se rendre dans résidence secondaire, et cela est également valable si elle se trouve dans un camping, un parc de vacances ou un parc de bungalow.

8. Les aires de pique-nique sont-elles autorisées ?

Si les visiteurs apportent leur propre nourriture et la mangent en famille sur des aires de pique-nique, en plein air uniquement, cela est autorisé. Bien entendu, toute une famille peut s'asseoir à la même table.

SPORTS

Infrastructures et établissements sportifs :

Les établissements (ou les parties d'établissements) sportifs sont fermés au public. À l'exception des centres de fitness, les salles de sports et les infrastructures sportives intérieures peuvent néanmoins rester ouvertes pour :

- accueillir des groupes scolaires d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis dans le cadre des activités scolaires et extra-scolaires de l'enseignement obligatoire, ;
- accueillir des activités, stages et camps sportifs organisés ou autorisés par les autorités locales pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis ;
- les entraînements des sportifs professionnels ;
- accueillir des compétitions sportives professionnelles ;
- d'autres activités que des activités sportives pour autant qu'elles soient autorisées par l'arrêté ministériel et les protocoles applicables.

Les piscines (à l'exception des parties récréatives et des piscines subtropicales) et les parties extérieures des infrastructures sportives (par exemple, un terrain de foot) sont néanmoins accessibles. Les sports en plein air ne sont pas autorisés pour des groupes de plus de 4 personnes (coach compris), et dans le respect des mesures de distanciation sociale.

Par ailleurs, les pistes équestres couvertes dans les manèges et les hippodromes restent ouvertes et ce, uniquement pour le bien-être de l'animal.

Les buvettes, restaurants et autres débits de boissons sont fermés.

Pour les infrastructures et établissements sportifs qui restent ouverts, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. se couvrir la bouche et le nez avec un masque et le port d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée. Néanmoins, dans les lieux où l'arrêté ministériel impose de se couvrir la bouche et le nez, le port du masque est obligatoire;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

Exercice d'une activité sportive et entraînements sportifs :

- Les sportifs amateurs de 13 ans et plus ne peuvent s'entraîner qu'à l'extérieur. Ils peuvent faire usage des parties extérieures des infrastructures sportives (par exemple terrain de foot, de basket,...) et il ne peut y avoir plus de 4 personnes à la fois et dans le respect des règles de distanciation sociale.
- Les sportifs professionnels peuvent s'entraîner, à l'intérieur comme à l'extérieur, mais ces entraînements doivent avoir lieu sans public ;
- Les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis peuvent pratiquer des activités sportives ou stages sportifs, à l'intérieur comme à l'extérieur, à condition que ceux-ci se déroulent :
 - en présence de maximum 50 enfants ;
 - dans un contexte organisé, en particulier par un club ou une association ;
 - s'il s'agit d'une activité sportive en salle ou d'un camp sportif en salle avec l'autorisation de l'autorité locale ou organisée par l'autorité locale elle-même ;
 - toujours en présence d'un entraîneur, encadrant ou superviseur majeur ;
 - seul un membre du ménage des participants peut assister aux entraînements sportifs.
- Les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis peuvent participer à des activités sportives scolaires ou extrascolaires liées à l'enseignement obligatoire et selon les règles du protocole applicable.

Compétitions sportives :

Les compétitions sportives professionnelles peuvent seulement avoir lieu sans public.

Les compétitions sportives non-professionnelles peuvent seulement avoir lieu pour des participants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis. Seul un membre du ménage des participants peut assister à ce type de compétitions.

Lorsqu'une compétition sportive est organisée sur la voie publique, l'autorisation préalable des autorités communales compétentes est requise. Avant d'introduire la demande d'autorisation, l'organisateur complète les données demandées dans l'outil Covid Event Risk Model (CERM) mis en ligne (www.covideventriskmodel.be) et joint le certificat réceptionné à son dossier de demande auprès de l'administration communale.

Les cantines et buvettes sont fermées.

9. Des entrainements sportifs non-professionnels pour des participants âgés de plus de 12 ans accomplis peuvent-ils avoir lieu ?

Oui, des entrainements pour des participants âgés de plus de 12 ans accomplis peuvent avoir lieu mais uniquement en plein air ou dans une piscine. Dans ce cas, la règle générale sur les rassemblements s'applique (maximum quatre personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris) ainsi que le respect des mesures de distanciation sociale (en particulier le maintien d'une distance d'au moins 1,5 m entre chaque participant, à l'exception des membres d'un même ménage ou s'ils entretiennent un contact rapproché durable). Un éventuel entraîneur/coach fait également partie de ces quatre personnes.

10. Les skateparks sont-ils ouverts ?

Les parties extérieures des infrastructures sportives comme les skateparks peuvent rester ouverts. L'interdiction de rassemblement doit être respectée.

11. Puis-je faire du ski?

L'ouverture des pistes de ski, des pistes de ski de randonnée et des centres de ski est interdite.

CULTURE ET LOISIRS

Les établissements (ou les parties d'établissements) relevant du secteur culturel, festif et récréatif sont fermés pour le public. Sont donc fermés notamment, par exemple, les casinos et salles de jeux automatiques, les centres de bien-être, les salles de de réceptions et de fêtes, les parcs d'attraction, les plaines de jeux intérieures, les zoos et parcs animaliers, les discothèques et dancings, les salles de bowling, les fêtes foraines, les cinémas, les théâtres, les salles de concert,...

Cependant, certaines exceptions sont prévues à ce principe. Peuvent donc rester ouverts :

- les aires de jeux extérieures ;
- les espaces extérieurs des parcs naturels en ce compris l'entrée, la sortie, les facilités sanitaires et les locaux de premiers soins et de secours ;
- les musées ;
- les bibliothèques, ludothèques et les médiathèques ;
- les lieux culturels (autres que ceux cités ci-dessus), mais uniquement pour :

- l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;
- l'accueil des stages et activités organisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis.

Dans ces établissements les 7 règles minimales suivantes doivent être respectées :

Pour les infrastructures et établissements qui restent ouverts, les 7 règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. se couvrir la bouche et le nez avec un masque et le port d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée. Néanmoins, dans les lieux où l'arrêté ministériel impose de se couvrir la bouche et le nez, le port du masque est obligatoire ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

12. Puis-je répéter avec ma troupe de théâtre, ma compagnie de danse, mon orchestre, ma chorale,... amateur(e) ?

Les seules activités amateurs qui restent autorisées dans le domaine culturel et artistique sont celles organisées dans le cadre de stages et d'activités pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis et dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire.

- Les activités organisées dans le cadre des stages doivent respecter les règles décrites ci-dessous dans la partie « jeunesse » ;
- Les activités dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire se déroulent selon le protocole qui leur est applicable ;
- Les activités pour enfants organisées en dehors des stages et en dehors de l'enseignement obligatoire doivent toujours avoir lieu :
 - en présence de maximum 50 enfants ;
 - dans un contexte organisé, en particulier par un club ou une association ;
 - toujours en présence d'un entraîneur, encadrant ou superviseur majeur.

Par ailleurs, les 7 règles minimales exposées ci-dessus doivent être respectées dans les établissements culturels.

13. Les artistes professionnels (musiciens, acteurs, comédiens,...) peuvent-ils répéter, enregistrer,... ?

Le télétravail à domicile est obligatoire pour tous les artistes sauf si c'est impossible. Pour les activités où le télétravail n'est pas possible, les mesures de distanciation sociale doivent être garanties et une attestation doit être prévue par l'employeur.

14. Les représentations culturelles en présence d'un public sont-elles possibles?

Non, les représentations culturelles avec du public ne sont plus autorisées.

15. Les assemblées générales ou autres rassemblements de clubs ou d'associations, ainsi que les AG de copropriétaires, peuvent-ils se tenir?

Ces assemblées générales ne sont plus autorisées en présentiel. Elles doivent donc être reportées ou avoir lieu à distance (par exemple par vidéoconférence).

En ce qui concerne les AG de copropriétaires, il peut être confirmé qu'une interprétation évolutive de l'article 577-6 du Code civil permet aux copropriétaires de participer à l'assemblée générale à distance.

16. La chasse peut-elle se poursuivre ?

La chasse peut continuer à se pratiquer mais dans le respect des règles sur les rassemblements, c'est-à-dire à 4 personnes maximum et dans le respect des règles de distanciation sociale.

Par ailleurs, cette activité est soumise aux règles du couvre-feu, la chasse ne peut donc pas se tenir entre minuit et 5 heures du matin. Une exception est cependant faite pour la chasse dans le cadre de la régulation des sangliers et le contrôle de leurs nuisances.

EVÈNEMENTS

A l'exception des compétitions sportives encore autorisées (voir partie « sports » ci-dessus), tous les évènements sont suspendus.

17. Une conférence peut-elle être organisée ?

Les salles de conférence ne sont, à ce stade, pas fermées mais les évènements culturels avec public étant suspendus, les salles de conférence ne peuvent donc pas être utilisées pour, par exemple, des débats ou des rencontres avec public.

En revanche, il peut être fait usage des salles de conférence par une entreprise, un service public,... pour organiser des réunions strictement professionnelles et lorsque celles-ci ne peuvent se tenir à distance.

Par ailleurs, toute personne, est tenue de porter un masque ou toute autre alternative en tissu dans les salles de conférence.

18. Dans quels cas le Covid Event Risk Model (CERM) doit-il être utilisé ?

Cet outil doit être utilisé pour prendre une décision concernant l'organisation des activités autorisées par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (par exemple une manifestation ou une compétition sportive professionnelle ou non-professionnelle pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

MANIFESTATIONS

Les manifestations sur la voie publique sont autorisées en présence de maximum 100 participants. Les manifestations doivent toujours faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'autorité communale compétente. Avant d'introduire la demande d'autorisation, l'organisateur complète les données demandées dans l'outil Covid Event Risk Model (CERM) mis en ligne (www.covideventriskmodel.be) et joint le certificat réceptionné à son dossier de demande auprès de l'administration communale.

En tout état de cause, ces manifestations devront toujours être statiques et se dérouler dans un lieu où la distance de sécurité d'1,5 m entre les participants peut être respectée. Le port du masque est obligatoire dans toutes les situations où il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale.

FEUX D'ARTIFICES

L'utilisation des articles pyrotechniques suivants est interdite, tant dans le domaine privé que dans l'espace public :

- les artifices de divertissement de catégorie F2, F3 et F4 visés à l'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 2015 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;
- les articles pyrotechniques destinés au théâtre des catégories T1 et T2 visés dans l'arrêté royal précité ;
- les autres articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 visés dans l'arrêté royal précité.

En outre, il est interdit d'utiliser des canons sonores ou canons à carbure.

RECEPTIONS ET BANQUETS

Les réceptions et banquets sont interdits y compris les repas et réceptions après les funérailles.

JEUNESSE

19. Les plaines de jeux intérieures peuvent-elles ouvrir ?

Non, elles doivent fermer. Toutefois, les aires de jeux extérieures restent ouvertes.

20. Les camps, les stages et les activités ainsi que les activités dans les plaines de jeux dans les plaines de jeux sont-ils autorisés ?

Les camps, stages et activités sans nuitée, ainsi que les activités dans les plaines de jeux sont autorisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, conformément au protocole applicable.

Ces camps, stages et activités peuvent être organisés pour un ou plusieurs groupes de maximum 50 enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis comprenant les participants et les encadrants. Les personnes rassemblées dans le cadre de ces camps, stages et activités, doivent rester dans un même groupe et ne peuvent pas être mélangées avec les personnes d'un autre groupe.

Les encadrants respectent dans la mesure du possible les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 m entre chaque personne et sont obligés de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu.

Pour le secteur de la jeunesse en particulier, les protocoles d'application en fédération Wallonie-Bruxelles peuvent être consultés via ce lien : http://www.servicejeunesse.cfwb.be/index.php?id=sj_detail&tx_ttnews%5BbackPid%5D=375&tx_ttnews%5Btt_news%5D=9673&cHash=96299600b9c5e7c04daf30ae7c144509

SERVICES COMMUNAUX, SERVICES DE CULTE ET CÉRÉMONIES

Les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle restent ouverts.

Un maximum de 15 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, l'officier de l'état civil et le ministre du culte non-compris, peut être présent aux activités suivantes dans les bâtiments prévus à cet effet :

- les mariages civils ;
- les enterrements et les crémations, sans possibilité d'exposition du corps
- l'exercice collectif du culte et l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle.

Les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les participants et les membres du personnel en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel;
2. une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque personne et une seule personne est autorisée par 10 m² ;
3. le port d'un masque buccal est obligatoire et le port d'autres équipements de protection individuelle est toujours fortement recommandé ;
4. l'activité doit être organisée de manière à ce que les rassemblements soient évités et à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, en particulier en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ou des bâtiments, le cas échéant conformément aux instructions de l'autorité compétente ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des participants les produits nécessaires à l'hygiène des mains;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération ;
8. les contacts physiques entre les personnes sont interdits, sauf entre les membres d'un même ménage;
9. les contacts physiques d'objets par plusieurs personnes sont interdits.

21. Quelles sont les règles d'application pour les enterrements et crémations ?

Ces cérémonies peuvent avoir lieu mais toujours dans le respect de la distanciation sociale (1,5 m entre chaque personne), avec un maximum de 15 personnes (enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris), le ministre du culte non-compris, et sans possibilité d'exposition du corps.

Les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les participants et les membres du personnel en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel;
2. une distance de 1,5 mètre est garantie entre chaque personne et une seule personne est autorisée par 10 m² ;
3. le port d'un masque buccal est obligatoire et le port d'autres équipements de protection individuelle est toujours fortement recommandé ;
4. l'activité doit être organisée de manière à ce que les rassemblements soient évités et à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées, en particulier en ce qui concerne les personnes qui attendent à l'extérieur de l'établissement ou des bâtiments, le cas échéant conformément aux instructions de l'autorité compétente ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des participants les produits nécessaires à l'hygiène des mains;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération ;
8. les contacts physiques entre les personnes sont interdits, sauf entre les membres d'un même ménage;
9. les contacts physiques d'objets par plusieurs personnes sont interdits.

Il n'est pas permis d'organiser une réception après des funérailles.

22. Peut-on organiser une cérémonie dans un autre lieu (par exemple à l'extérieur) ?

Non, les cérémonies ne peuvent avoir lieu que dans les bâtiments prévus à cet effet.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Fédéral

SPF Mobilité :

- https://mobilit.belgium.be/fr/navigation/covid_19_coronavirus
- https://mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/drones/vols_de_drones_covid19

Vlaanderen :

- <https://www.vlaanderen.be/vlaamse-maatregelen-tijdens-de-coronacrisis/vlaamse-coronamaatregelen-rond-mobiliteit>
- <https://www.natuurenbos.be/wildbeheer>
- <https://ovam.be/corona-impact#inzameling>
- <https://www.vlaanderen.be/musea-in-vlaanderen-en-brussel>

Région Bruxelles-capitale :

- <https://mobilite-mobiliteit.brussels/fr>
- <https://www.arp-gan.be/fr/Recypark.html>

Région wallonne :

- <http://mobilite.wallonie.be/news/mesures-de-lutte-contre-le-covid-19>
- <https://www.wallonie.be/fr/peche-et-chasse>
- <http://environnement.wallonie.be>

Fédération Wallonie-Bruxelles

- <http://www.culture.be/>

Communauté Germanophone :

- <https://www.ostbelgienlive.be/desktopdefault.aspx/tabid-327/>

INTERNATIONAL

GÉNÉRAL

La COVID-19 a gravement perturbé les voyages internationaux. En tant que voyageur, vous devez donc en tenir compte :

- Peut-on voyager ?
- Quelles sont les mesures (formulaire, quarantaine, tests) associées aux voyages ?

PEUT-ON VOYAGER ?

Les déplacements depuis la Belgique vers l'étranger

Les voyages sont **vivement déconseillés**. Pour les personnes qui voyageront malgré tout, les règles seront renforcées. Toute personne séjournant plus de 48 heures dans une zone rouge sera considérée comme un contact à haut risque.

L'entrée dans le pays de destination dépend du consentement du pays en question. Toutes les informations destinées aux voyageurs sont rassemblées sur le site du SPF Affaires étrangères, sur une carte complétée par des conseils aux voyageurs pour chaque pays : <https://diplomatie.belgium.be>.

Le SPF Affaires étrangères utilise des codes de couleur sur sa page d'accueil pour indiquer si un voyage dans un pays ou une zone particulière est possible. Sur ce site, vous trouverez une carte et une liste montrant la même chose, avec des informations détaillées sur chaque pays.

Ce sont les couleurs COVID, basées sur les informations de CELEVAL et du SPF Santé publique : Sélectionnez et cliquez sur un pays ou une région. Les mesures correspondantes apparaissent. Cliquez ensuite sur le nom du pays pour obtenir des conseils aux voyageurs détaillés. Consultez ces conseils avant et pendant votre voyage.

Nous travaillons avec des codes couleur que vous pouvez consulter à l'adresse suivante: <https://diplomatie.belgium.be/fr>

Les conseils aux voyageurs sont sujets à des changements et les voyages vers une destination peuvent être déconseillés à tout moment. Si vous envisagez un voyage vers l'étranger, il est fortement recommandé de consulter l'avis de voyage des Affaires étrangères, mis à jour en permanence : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination

Les voyageurs doivent savoir que de nouveaux foyers de COVID-19 à l'étranger peuvent affecter considérablement leur voyage et que le rapatriement ne peut être garanti si les vols commerciaux sont supprimés ou les frontières fermées.

Les déplacements depuis l'étranger vers la Belgique

a. *Vous possédez la nationalité belge ou vous êtes ressortissant de l'UE, de l'espace Schengen ou du Royaume-Uni ou vous résidez en Belgique, dans l'UE, dans l'espace Schengen ou vous êtes membre du foyer familial des personnes susmentionnées ?*

Vous pouvez toujours voyager ou revenir en Belgique, quel que soit le pays de départ.

Attention : Brexit et COVID-19

À partir du 1^{er} janvier, la recommandation du Conseil concernant les restrictions de voyage extérieures est d'application pour le Royaume-Uni. Il s'agit d'un système qui permet des voyages vers l'Union européenne depuis seulement un nombre restreint de pays non-UE. Les pays figurant actuellement sur la liste des pays exemptés ont généralement un très faible nombre de cas COVID, ce qui n'est pas le cas au Royaume-Uni. **Les voyages non-essentiels depuis le Royaume-Uni vers la Belgique sont donc interdits à partir du 1^{er} janvier 2021. Veuillez-vous référer à la question c. "Vous ne possédez pas la nationalité belge et vous résidez ou habitez un pays hors de l'UE et de l'espace Schengen et vous vous rendez en Belgique à partir de pays qui ne figurent pas sur le site du SPF Affaires étrangères ?".**

b. Vous ne possédez pas la nationalité belge et vous résidez ou habitez un pays en dehors de l'UE et de l'espace Schengen et vous vous rendez en Belgique à partir de pays qui figurent sur le site du SPF Affaires étrangères ?

Il est possible de **voyager vers la Belgique à partir de ces pays**. Vous pouvez consulter la liste, sur : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/venir_en_belgique

La liste sera révisée toutes les deux semaines et publiée par la suite.

*c. Vous ne possédez pas la nationalité belge et vous résidez ou habitez un pays hors de l'UE et de l'espace Schengen et vous vous rendez en Belgique à partir de pays qui ne figurent pas sur le site du SPF Affaires étrangères **y compris le Royaume-Uni** ?*

Il est interdit de **voyager vers la Belgique à partir de ces pays** pour des déplacements non essentiels. Vous pouvez consulter la liste, sur : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/venir_en_belgique

Ces restrictions temporaires de voyage ne s'appliquent pas aux personnes ayant **une fonction essentielle** ou qui ont **un besoin essentiel**, tels que **ceux publiés sur le site web**: <https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Pages/home.aspx>

Ces **conditions spécifiques** s'ajoutent aux conditions normales d'accès à la Belgique. Il est important, entre autres, de toujours tenir compte des **procédures de visa** qui s'appliquent. Pour les voyageurs soumis à un visa qui souhaitent se rendre en Belgique, il convient de noter qu'en raison de la COVID-19, toutes les procédures de visa n'ont peut-être pas (encore) été reprises partout. En outre, les voyageurs ne pourront accéder à la Belgique ou à l'UE que s'ils se conforment aux **réglementations européennes et nationales en vigueur**, qui déterminent les conditions dans lesquelles les ressortissants de pays tiers peuvent être autorisés à accéder au territoire. Ceci est indépendant des restrictions ou mesures spécifiques qui s'appliquent temporairement dans le cadre de la COVID-19 pour des raisons de santé publique.

Les nationalités **non soumises à l'obligation de visa** sont soumises aux règles suivantes : la personne doit voyager avec **une attestation de voyage essentiel**. Cette attestation est délivrée par le poste diplomatique ou consulaire belge compétent si le caractère essentiel du voyage est établi. Une attestation de voyage essentiel n'est pas nécessaire si le caractère essentiel du voyage ressort des documents en possession du voyageur. Exemples : les marins (livret de marin), les passagers en transit (billet d'avion), les diplomates

(passeport diplomatique). Pour plus d'informations sur la procédure, voir : <https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Pages/Les-voies-vers-la-Belgique.aspx>

La visite à un partenaire qui ne vit pas sous le même toit est considérée comme un déplacement essentiel, mais elle est **soumise à un certain nombre de conditions** supplémentaires : concrètement, vous devez avant la demande (nationalités soumises à l'obligation de visa) ou à la date prévue du voyage (nationalités non soumises à l'obligation de visa) :

- soit pouvoir prouver 6 mois de cohabitation de fait/légale en Belgique ou dans un autre pays ;
- soit pouvoir prouver que vous entretenez une relation affective depuis au moins 1an, durant laquelle il y a eu au minimum 2 rencontres physiques pour une durée totale minimum de 20 jours. Si une rencontre a dû être reportée à cause des mesures COVID, une preuve du voyage planifié peut être prise en compte comme deuxième visite.
- soit avoir un enfant en commun.

Le partenaire à l'étranger doit demander à la représentation diplomatique belge un visa ou une preuve de déplacement essentiel (s'il n'est pas soumis à l'obligation de visa). Le poste diplomatique délivrera, dans la mesure du possible, ce visa ou cette preuve. Si ce n'est pas possible, le dossier sera transféré au service immigration.

QUELLES SONT LES MESURES ASSOCIÉES AUX VOYAGES ?

Mesures à prendre lorsque vous partez à l'étranger depuis la Belgique

Du point de vue belge, il n'y a pas de mesures en place pour le départ à l'étranger.

Les pays peuvent adopter des mesures restrictives. Il est donc extrêmement important de consulter les conseils aux voyageurs pour chaque pays sur le site du SPF Affaires étrangères **avant le départ** afin de connaître la situation et les mesures prises dans le pays de destination. Voir : <https://diplomatie.belgium.be/fr>

Que faire si le pays de destination conditionne l'entrée sur son territoire à la présentation d'un test négatif?

- Vous pouvez demander à être testé dans un laboratoire, mais pas dans les centres de test collaborant avec la plate-forme fédérale (le gouvernement demande d'éviter autant que possible cette pratique de tests préventifs). Les laboratoires ont la possibilité de refuser d'analyser le test afin de donner la priorité aux tests obligatoires. Ces tests sont réalisés à vos propres frais.
- Vous pouvez demander à être testé à l'aéroport de Bruxelles en vous inscrivant au préalable via <https://www.brusselsairport.be/fr/passengers/the-impact-of-the-coronavirus/covid-19-test-centre-at-brussels-airport> et en cliquant sur « enregistrez-vous pour un test sans code d'activation ».

Mesures à prendre lorsque vous revenez (de l'étranger) en Belgique

L'approche belge du retour des voyageurs distingue les zones rouges, orange et vertes. Selon le pays ou la région d'où vous partez, des mesures différentes s'appliquent après votre retour en Belgique.

- Les **zones rouges** sont des régions ou des pays où les personnes sont soumises à un risque élevé d'infection, ou qui sont mises en *lockdown* par le pays en question. Lors du retour, la quarantaine est obligatoire. Si vous avez séjourné dans une zone rouge, lors de votre retour et après avoir complété le PLF, vous recevrez un sms. Vous devrez alors vous placer en quarantaine et vous faire tester. Voir plus loin sous "*Quels sont les voyageurs qui doivent aller en quarantaine et qui doivent se faire tester ?*".
- Les **zones orange** sont des régions ou des pays pour lesquels un risque modérément accru d'infection a été identifié. Lors de votre retour, vous devez remplir le PLF et l'auto-évaluation.
- Les **zones vertes** sont des régions ou des pays pour lesquels un faible risque d'infection a été identifié. Lors de votre retour, vous devez remplir le PLF et l'auto-évaluation. Aucune autre mesure ne doit être suivie.

Au retour des zones orange et vertes, il n'y a pas de conditions de quarantaine lors de l'arrivée en Belgique.

Vous trouverez les zones et les mesures en vigueur sur la carte publiée sur le site du SPF Affaires étrangères : <https://diplomatie.belgium.be>.

- Attention : la couleur sur la carte est la couleur des conseils aux voyageurs pour ce pays, les conditions de retour apparaîtront seulement après avoir cliqué sur la région.

L'application Coronalert est disponible depuis le 1er octobre. Vous trouverez plus d'information ici : <https://coronalert.be/fr/faq-fr/>

Test négatif pour les non-résidents en provenance d'une zone rouge

En outre, à partir du 25 décembre 2020, les personnes ne résidant pas en Belgique doivent, dès l'âge de 12 ans, présenter un résultat de test négatif sur la base d'un test effectué au plus tôt 72 heures avant le départ vers le territoire belge.

- **Exceptions :**
 - les voyageurs qui ne viennent pas en Belgique via un transporteur aérien ou maritime et qui ont été à l'étranger pendant 48 heures maximum, ou qui resteront en Belgique pendant 48 heures maximum, ne doivent pas présenter un résultat de test négatif.
 - Les voyageurs qui ne font que transiter par voie aérienne et qui restent exclusivement dans la zone de transit sans entrer sur le territoire belge ne sont pas non plus tenus d'avoir un résultat de test négatif.

En cas de transport organisé, le transporteur est tenu de contrôler que ces personnes, préalablement à l'embarquement du transport, présentent un résultat de test négatif. En l'absence de résultat de test négatif, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement.

La présentation d'un test négatif n'entraîne aucune exception à l'obligation de remplir le PLF et des éventuelles conséquences, à savoir se placer en quarantaine et un test obligatoire le septième jour après l'arrivée en Belgique.

Attention :

Le document doit être sur format papier ou électronique immédiatement consultable.

Le document doit être produit en néerlandais, français, allemand ou anglais.

Sur le document produit par le voyageur à l'intention du transporteur ou à l'attention des agents:

- Le résultat de ce test doit être **négatif**.
- La date du prélèvement doit être clairement indiquée : le document est valable 72 heures à partir de cette date.
- Seuls les tests **PCR pour le CoV-2 du SRAS** avec la mention PCR sont acceptés.
 - Le test antigénique rapide utilisé doit être inclus dans la liste suivante : **Listes des tests antigéniques autorisés par les autorités françaises pour (...) - France in the United Kingdom - La France au Royaume-Uni (ambafrance.org)**
- L'analyse doit avoir été réalisée dans un laboratoire officiel du pays duquel le voyageur provient et certifiée par un médecin ou pharmacien biologiste (équivalent no INAMI).

Les tests suivants ne sont pas acceptés :

- RT-LAMP ;
- Tests sérologiques.

Le résultat du test doit être vérifié avant de quitter le pays de départ par le transporteur (lorsque le transporteur n'est pas le voyageur) : si le document n'est pas disponible, le passager ne peut pas être pris en charge.

Pour les personnes arrivant par leurs propres moyens en Belgique, des contrôles aléatoires peuvent être menés au niveau des frontières.

Le Formulaire de localisation du passager (PLF)

A. Quand dois-je remplir un Formulaire de Localisation du Passager (PLF) ?

TOUS les voyageurs se rendant en Belgique, quel que soit le moyen de transport utilisé, doivent remplir le Formulaire de Localisation du Passager au plus tôt 48 heures avant l'arrivée en Belgique.

- Exception : les voyageurs qui ne viennent pas en Belgique via un transporteur aérien ou maritime et qui ont été à l'étranger pendant 48 heures maximum, ou qui resteront en Belgique pendant 48 heures maximum, ne doivent pas remplir de document PLF.

Un formulaire distinct doit être rempli pour chaque passager âgé de 16 ans et plus. Les détails concernant les enfants de moins de 16 ans doivent être précisés sur le formulaire de l'adulte qui les accompagne, lorsqu'ils sont accompagnés d'un adulte. Lorsque des enfants de moins de 16 ans voyagent seuls, ils doivent remplir leur propre formulaire.

Il est obligatoire de remplir le Formulaire de Localisation du Passager de manière complète et honnête. Le fait de ne pas remplir ce formulaire peut entraîner des poursuites judiciaires, un refus d'embarquement par le transporteur, et un refus d'entrée sur le territoire.

B. Comment remplir le Formulaire de Localisation du Passager (PLF) ?

Le document PLF doit de préférence être rempli électroniquement. Le formulaire est disponible ici : <https://travel.info-coronavirus.be/>

- Après avoir envoyé le formulaire électronique, le voyageur recevra un **reçu avec un code QR** par e-mail. Le cas échéant, le passager doit le présenter au transporteur au départ et au contrôle à la frontière lors de l'arrivée.
- Le formulaire électronique comprend également une auto-évaluation du risque de contamination à remplir obligatoirement. Sur la base de ce questionnaire, un SMS est envoyé avec les mesures à suivre.

S'il n'est pas possible pour le passager d'utiliser le Formulaire de Localisation du Passager électronique (e-PLF), il est tenu de remplir et signer la **version papier** du Formulaire de Localisation du Passager. Le formulaire peut être téléchargé ici: https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Documents/BELGIUM_PassengerLocatorForm.PDF

Le voyageur doit télécharger, compléter et signer ce document avant d'arriver en Belgique. L'original doit toujours pouvoir être présenté aux autorités de contrôle au moment d'une inspection.

- Les passagers en provenance d'un pays de l'espace Schengen devront présenter leur formulaire et le remettre au transporteur lors de l'embarquement.
- Les passagers en provenance d'un pays hors de l'espace Schengen devront remettre leur formulaire au contrôle à la frontière lors de leur arrivée.
- Les passagers qui n'utilisent pas un transporteur doivent le remettre dans les 12 heures suivant leur arrivée en Belgique. Cela peut être fait par e-mail à PLFBelgium@health.fgov.be ou en copiant les détails de la version papier dans une version électronique du Formulaire de Localisation du Passager.

Si les informations indiquées sur le formulaire changent dans les 14 jours suivant l'entrée sur le territoire, il est obligatoire de le signaler, de préférence en remplissant un nouveau e-PLF sur <https://travel.info-coronavirus.be/> avec les détails complets et mis à jour. Si vous utilisez la version papier, vous devez transmettre la version modifiée à PLFBelgium@health.fgov.be.

Quels sont les voyageurs qui doivent aller en quarantaine et qui doivent se faire tester ?

A. Quarantaine :

Les voyageurs (**résidents et non-résidents**) revenant des zones rouges, qui ont séjourné à l'étranger pendant plus de 48 heures, et qui ont séjourné en Belgique pendant plus de 48 heures sont considérés comme des "contacts à haut risque", ce qui signifie qu'ils sont soumis à **une quarantaine obligatoire**.

Les enfants de moins de 6 ans ne doivent pas être testés, mais ils doivent quand-même respecter la quarantaine.

Cette mesure s'applique à titre provisoire jusqu'au 15 janvier, sans indication contraire. Dans quelques cas seulement, de strictes exceptions ont été prévues :

(1) pour les personnes qui exercent des fonctions critiques dans des secteurs essentiels, le travail peut être autorisé sur le lieu d'emploi moyennant une attestation de l'employeur ou de l'indépendant (conformément à la décision de la Conférence interministérielle Santé publique du 2 décembre 2020) ;

(2) les étudiants sont autorisés à interrompre exceptionnellement leur quarantaine pour présenter un examen (uniquement pour présenter l'examen) ;

(3) les résidents/voyageurs ayant séjourné à l'étranger pour raison professionnelle peuvent déroger à la quarantaine obligatoire jusqu'au 4 janvier, moyennant une attestation de l'employeur ou de l'indépendant certifiant le motif professionnel du déplacement. La demande d'une attestation sera possible à partir du 1^{er} janvier 2021.

À partir du 4 janvier 2021, l'évaluation du Formulaire de Localisation du Passager tiendra compte des déplacements professionnels certifiés par l'employeur en remplissant l'outil d'auto-évaluation.

Pour les personnes considérées comme des "contacts à haut risque", la **période de quarantaine commence** le jour du départ de la zone rouge, à condition que ce soit clairement et objectivement identifié sur le PLF. Sinon, la quarantaine commence dès que le voyageur arrive en Belgique, après un séjour en zone rouge, sauf décision contraire du médecin traitant/décret des entités fédérées.

Cela implique, pour les citoyens qui reviennent d'une zone rouge située à l'étranger, une quarantaine de minimum 7 jours **doit être observée**, suivie de 7 jours de vigilance supplémentaire (c'est-à-dire 7 + 7).

- La spécification des règles en vigueur pour chaque région/communauté peut être trouvée ici :
 - Wallonie: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2020/07/16/2020042369/moniteur#top>
 - Flandre : <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/api2.pl?lg=fr&pd=2020-07-13&numac=2020010414#top>
 - Bruxelles-Capitale : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2007071968&table_name=loi
 - Communauté Germanophone : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2020072014&table_name=loi

Lorsque vous vous placez en quarantaine, la **quarantaine peut être levée temporairement pour une activité nécessaire** dans la mesure où cette activité ne peut être reportée.

- Par exemple : un étudiant étranger peut respecter la quarantaine de deux semaines avant de commencer ses études ; une personne qui voyage pour des funérailles peut assister à celles-ci mais doit rester en quarantaine pour le reste de son séjour.
- Lors de l'exercice de cette activité, la distanciation sociale et les autres mesures de protection doivent être scrupuleusement respectées.
- Pour tout ce qui n'est pas lié à la raison de l'activité **ou du déplacement essentiel**, la personne devra donc se conformer à la quarantaine.

Pour les déplacements de courte durée (moins de 48 heures) en Belgique ou à l'étranger, il faut cocher cette case sur le Formulaire de Localisation du Passager et aucun SMS ne sera envoyé. La quarantaine n'est pas obligatoire dans ce cas.

B. Test

Les résidents qui reviennent d'une zone rouge qui ont séjourné plus de 48 heures doivent effectuer un test au jour 1 et au jour 7 de la mise en quarantaine. Les non-résidents qui reviennent d'une zone rouge et qui y ont séjourné plus de 48 heures, doivent effectuer un test au jour 7 de la mise en quarantaine.

- **Exception: les voyageurs qui ne viennent pas en Belgique via un transporteur aérien ou maritime, et qui ont restés à l'étranger pendant 48 heures maximum, ne doivent pas remplir le PLF et ne doivent donc pas effectuer de test.**

À leur retour, les voyageurs recevront un SMS avec lequel ils pourront s'inscrire dans un centre de test, où l'échantillon est prélevé pour un test PCR. Pour ce faire, ils peuvent prendre un rendez-vous via l'outil de réservation accessible via www.masanté.be.

- Si ce test est positif, le contact à haut risque est placé en isolement pendant au moins 7 jours à compter du jour où le test a été effectué.
- Si, en tant que résident, votre test est négatif au jour 1, vous recevrez une nouvelle invitation par SMS au jour 5 pour être testé à nouveau le jour 7. Vous devez rester en quarantaine malgré le test négatif du premier jour.
- Si ce test est négatif au jour 7, le contact à haut risque peut sortir de sa mise en quarantaine, mais il est important de maintenir une vigilance accrue pendant un total de 14 jours après le dernier contact à haut risque (tenant compte des exceptions en vigueur pour le personnel des soins).

Les enfants de moins de 6 ans ne doivent pas être testés, mais ils doivent quand-même respecter la quarantaine.

Si aucun test n'est effectué (par exemple, pour un enfant de moins de 6 ans), ou si le résultat du test n'est pas disponible à temps, la quarantaine des contacts à haut risque asymptomatiques cesse après 10 jours à compter du jour du dernier contact à haut risque. Cette quarantaine est ensuite suivie d'une période de 4 jours de vigilance accrue.

Que faut-il entendre par "quarantaine" ?

La quarantaine signifie rester à l'intérieur (y compris le jardin ou la terrasse) dans un seul endroit, qui doit être spécifié à l'avance via le Formulaire de Localisation du Passager. Il peut s'agir d'une adresse privée (chez de la famille ou chez des amis) ou d'un autre lieu de séjour, comme un hôtel. Si la personne tombe malade, tous les colocataires sont considérés comme des contacts étroits.

Pendant cette période, le contact avec d'autres personnes, y compris celles qui se trouvent dans la même maison, doit être complètement évité (toujours garder une distance de 1,5 m).

- Les serviettes, les draps de lit et les ustensiles de cuisine ou de boisson ne doivent pas être partagés avec les autres colocataires et, si possible, la personne doit utiliser des toilettes et une salle de bain séparées.
- La quarantaine dans un environnement avec des personnes à risque d'une forme grave de COVID-19 n'est pas recommandé (par exemple, les personnes de plus de 65 ans, les personnes souffrant

d'une maladie sous-jacente grave telle qu'une maladie cardiaque, pulmonaire ou rénale grave, les personnes dont l'immunité est diminuée).

- La visite de personnes extérieures n'est pas autorisée.
- Il est interdit de travailler et d'aller à l'école sauf pour les exceptions énumérées ci-dessous. Le télétravail est possible.
- Pour tous les déplacements (à partir de l'arrivée en Belgique), il faut éviter d'utiliser les transports publics.
- L'état de santé doit être étroitement surveillé. En cas de symptômes pouvant entraîner une suspicion de COVID-19, un médecin traitant doit être contacté par téléphone. En cas d'apparition de symptômes, vous devez vous placer en auto-isolation et prendre contact avec votre médecin traitant.
- Pendant toute la période de quarantaine, il faut être joignable et coopérer avec les autorités sanitaires.
- Les sorties ne sont autorisées que pour les activités nécessaires suivantes, et à condition d'accorder une attention particulière aux mesures d'hygiène, de se tenir à distance des autres personnes et de porter un masque buccal (en tissu) :
 - soins médicaux urgents ;
 - achat de produits de première nécessité, tels que la nourriture et les médicaments, mais seulement si personne d'autre ne peut s'en occuper, et par exception ;
 - régler les questions juridiques/financières urgentes ;

Quarantaine versus isolement : la différence

S'il vous est demandé de vous mettre en **isolement**, c'est pour une période d'**au moins 7 jours**. Cela signifie que vous êtes malade ou que vous avez été testé positif.

L'isolement est levé lorsque ces 3 conditions sont respectées :

- au plus tôt 7 jours après l'apparition des symptômes ;
- jusqu'à au moins 3 jours sans fièvre ;
- une amélioration des symptômes respiratoires.

Mesures supplémentaires à prendre en cas d'isolement :

- Portez un masque buccal à la maison pour protéger les personnes qui vivent sous le même toit
- Restez autant que possible dans une pièce séparée et bien ventilée, afin que le virus ne puisse pas s'y développer
- Demandez de l'aide à d'autres personnes pour effectuer vos courses
- Vous pouvez contacter le centre d'appel vous-même pour une recherche de contact, mais vous ne devriez pas trainer.

Quid des personnes qui voyagent malgré tout à l'encontre des avis. Qu'en est-il de l'assurance voyage si ces personnes tombent malades en voyage ?

Les conditions générales d'une police d'assurance voyage spécifique déterminent les cas dans lesquels l'assurance voyage intervient. Par conséquent, les conditions générales stipulent si les frais médicaux et/ou de rapatriement sont couverts si, en cas de conseil de voyage négatif, une personne est néanmoins partie en voyage et y tombe malade. La plupart des assureurs d'assistance voyage n'offrent aucune couverture dans ces cas. Dans le cas des assurances hospitalisation également, les conditions générales précisent les conditions dans lesquelles l'assureur hospitalisation intervient à l'étranger.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

SPF Affaires étrangères

- <https://diplomatie.belgium.be/fr>

SPF Mobilité

- https://mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/covid_19_coronavirus
- https://mobilit.belgium.be/fr/circulationroutiere/covid_19_coronavirus
- https://mobilit.belgium.be/fr/navigation/covid_19_coronavirus